

vermeerderd met één vaartdag per twee vaartdagen overschrijding. Wanneer de overschrijding gebeurt in de laatste viermaandelijke periode van 1999 wordt het aantal in mindering te brengen vaartdagen afgetrokken van het aantal vaartdagen dat vanaf 1 januari 2000 aan dat vissersvaartuig zal worden toegekend.

§ 2. Bij herhaling van de overschrijding van het maximaal aantal toegelaten vaartdagen wordt het aantal overschreden vaartdagen in tweevoud afgetrokken.

§ 3. Vanaf overschrijding door een vissersvaartuig van het maximaal toegelaten aantal vaartdagen, bedoeld in artikel 17, lid 3, met twee vaartdagen worden deze vaartdagen in mindering gebracht op het aantal vaartdagen dat vanaf 1 januari 2000 aan dat vissersvaartuig zal worden toegekend. Bovendien kan de visvergunning die aan het vissersvaartuig werd toegekend per dag overschrijding één dag worden ingetrokken.

Art. 19. Per kalenderdag mag slechts uit één i.c.e.s.-gebied tong en/of schol en/of kabeljauw worden gevestigd en aangevoerd, voor zover in dit i.c.e.s.-gebied voor deze soorten een quotum beschikbaar is.

Art. 20. In geval van overtredingen van de artikelen 7 tot en met 16 of van de beperkingen aangebracht aan de visvergunningen kan de visvergunning die aan het vissersvaartuig werd afgeleverd voor een periode van vijf opeenvolgende dagen worden ingetrokken.

De periode van intrekking van de visvergunning treedt in werking op de dag volgend op die van de notificatie van de intrekking van de visvergunning per aangetekend schrijven door de Dienst Zeevisserij aan de eigenaar van het betrokken vissersvaartuig. Tijdens deze periode moet het vissersvaartuig inactief liggen in een Belgische vissershaven.

Art. 21. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit en van de beperkingen aangebracht aan de visvergunningen worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 april 1957, waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee en van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 1999, om 24 uur, met uitzondering van de artikelen 6 en 18.

Brussel, 18 december 1998.

K. PINXTEN

est majoré d'un jour de navigation par deux jours de navigation de dépassement. Lorsque le dépassement a lieu dans la dernière période de quatre mois de l'année 1999, le nombre de jours de navigation à déduire sera déduit du nombre de jours de navigation qui sera attribué à ce bateau de pêche à partir du 1^{er} janvier 2000.

§ 2. En cas de récidive du dépassement du nombre de jours de navigation maxima, le nombre de jours de navigation de dépassement est déduit en double.

§ 3. A partir d'un dépassement de deux jours de navigation du nombre de jours de navigation maxima autorisés mentionné à l'article 17, alinéa 3, par un bateau de pêche, ces jours de navigation sont déduits du nombre de jours de navigation qui sera attribué à ce bateau de pêche à partir du 1^{er} janvier 2000. La licence de pêche, qui a été délivrée au bateau de pêche peut être retirée d'un jour par jour de dépassement.

Art. 19. Par jour civil on ne peut pêcher et débarquer des soles et/ou des plies et/ou des cabillauds qu'en provenance d'une seule zone-c.i.e.m. pour autant qu'un quota de ces espèces soit disponible dans cette zone-c.i.e.m.

Art. 20. En cas d'infractions aux articles 7 à 16, ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche, la licence de pêche qui a été délivrée au bateau de pêche peut être retirée d'une période de cinq jours consécutifs.

La période de retrait de la licence de pêche entre en vigueur le jour suivant celui de la notification du retrait de la licence de pêche par pli recommandé par le Service Pêche maritime au propriétaire du bateau de pêche concerné. Pendant cette période le bateau de pêche doit être inactif dans un port de pêche belge.

Art. 21. Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche sont recherchées, constatées et punies, conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer ainsi que la loi du 28 mars 1975 relative au commerce de produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Le présent arrêté cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999, à 24 heures, à l'exception des articles 6 et 18.

Bruxelles, le 18 décembre 1998.

K. PINXTEN

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 3500

[C - 98/27704]

17 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités de transfert de membres du personnel du Ministère de la Région wallonne à l'Agence wallonne à l'Exportation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 et du 11 juin 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 1998;

Vu le protocole n° 276 du Comité de secteur n° XVI, établi le 6 juillet 1998;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation, prévoit que la phase de mise en place de l'Agence expire, en matière de personnel, le 31 décembre 1998 et qu'il est indispensable que le transfert du personnel de l'Agence wallonne à l'Exportation du Ministère de la Région wallonne à l'Agence coïncide avec l'expiration de cette phase de mise en place;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Règles relatives au transfert des membres du personnel

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « membres du personnel » : les fonctionnaires, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail;

2^o « l'Agence » : l'Agence wallonne à l'Exportation créée par le décret du 2 avril 1998.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats.

Les membres du personnel engagés par contrat de travail sont transférés au grade correspondant à l'emploi pour lequel chacun d'eux a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, au grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 2. § 1^{er}. Sont transférés d'office à l'Agence par arrêté du Gouvernement :

1^o les membres du personnel de l'Agence wallonne à l'Exportation du Ministère de la Région wallonne;

2^o les attachés économiques et commerciaux de la Région wallonne, ainsi que les autres membres du personnel de l'Agence en poste à l'étranger.

§ 2. Les procédures de mutation, de promotion par avancement de grade ou accession au niveau supérieur et de transfert à un emploi du cadre de l'Agence wallonne à l'Exportation du Ministère de la Région wallonne déclaré vacant avant le transfert d'office visé au § 1^{er} sont poursuivies.

Le bénéficiaire de la procédure de mutation, de promotion par avancement de grade ou accession au niveau supérieur ou de transfert est transféré d'office à l'Agence à la date à laquelle a effet la décision.

§ 3. Les procédures de recrutement à un emploi du cadre de l'Agence wallonne à l'Exportation du Ministère de la Région wallonne déclaré vacant avant le transfert d'office visé au § 1^{er} sont poursuivies comme procédures de recrutement à un emploi identique à l'Agence.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Art. 3. Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations, ni des transferts au sens des articles 23 à 26 et 36 à 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région.

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leurs anciennetés administratives et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice du § 2, ils conservent les allocations, les indemnités, les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient auparavant. Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent à l'Agence.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel transféré est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure, il est uniquement tenu compte, pour son transfert, de son grade statutaire. S'il est à nouveau chargé au sein de l'Agence, dès la date de son transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée, il y poursuit l'exercice de la fonction supérieure.

§ 3. Les fonctionnaires transférés conservent l'évaluation qu'ils possédaient au moment du transfert.

Si, à la date de son transfert, un fonctionnaire a introduit un recours contre l'évaluation qui lui a été notifiée, la procédure est poursuivie devant la commission de recours en matière d'évaluation des services du Gouvernement ou devant le conseil de direction du Ministère de la Région wallonne.

§ 4. Les membres du personnel conservent à l'Agence les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé antérieurement à leur transfert.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen à l'Agence.

Les lauréats de concours différents dont les procès-verbaux ont été clos à la même date sont classés entre eux selon leur ancienneté de service, priorité étant donnée au lauréat le plus ancien.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Pour autant que le membre du personnel remplisse avant son transfert à l'Agence, les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé à la date du transfert, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement des épreuves.

Le § 4 est applicable à un lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 6. Les fonctionnaires transférés conservent le droit à la mutation vers un emploi du Ministère de la Région wallonne pour les procédures entamées avant la date du transfert.

§ 7. Les fonctionnaires transférés conservent le droit à la promotion pour un emploi au Ministère de la Région wallonne déclaré vacant avant la date du transfert.

§ 8. Les fonctionnaires transférés conservent le droit au transfert pour un emploi au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports déclaré vacant avant la date du transfert.

§ 9. Les bénéficiaires des procédures visées aux §§ 6 et 7 sont retransférés d'office au Ministère de la Région wallonne à la date à laquelle a effet la décision prise dans le cadre de la procédure de mutation ou de promotion, et les bénéficiaires du § 8 transférés d'office au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à la date à laquelle a effet la décision prise dans le cadre de la procédure de transfert.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 5. L'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions des articles 40 à 43, en ce qu'elles règlent le transfert par permutation, ne sont pas applicables aux agents des organismes, à l'exception des agents de l'Agence wallonne à l'Exportation. ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre du Commerce extérieur et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 3500

[C - 98/27704]

17. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Übernahme von Personalmitgliedern des Ministeriums der Wallonischen Region in die "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence wallonne à l'Exportation", insbesondere des Artikels 13;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 und vom 11. Juni 1998 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 7. Oktober 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Oktober 1998 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. Juli 1998 aufgestellten Protokolls Nr. 276 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund der Dringlichkeit, dadurch begründet, daß laut Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 1998 zur Durchführung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence wallonne à l'Exportation" die Phase zur Einsetzung der Agentur am 31. Dezember 1998 abläuft, was die Personalverwaltung betrifft, und daß es unerlässlich ist, daß die Übernahme des Personals der "Agence wallonne à l'Exportation" des Ministeriums der Wallonischen Region in die Agentur gleichzeitig mit dem Ablauf der vorgenannten Phase eintritt;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 26. November 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe und des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bestimmungen bezüglich der Übernahme der Personalmitglieder*

Artikel 1 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° "Personalmitglieder": die Beamten, die auf Probezeit angestellten Beamten und die aufgrund eines Arbeitsvertrags angestellten Personalmitglieder;

2° "Agentur": die durch das Dekret vom 2. April 1998 gegründete "Agence wallonne à l'Exportation".

§ 2. Für die Anwendung des § 1 werden die auf Probezeit angestellten Beamten als Inhaber des Dienstgrades betrachtet, um welchen sie sich beworben haben.

Die aufgrund eines Arbeitsvertrags angestellten Personalmitglieder werden im Dienstgrad übernommen, der der Stelle entspricht, für die jeder von ihnen angestellt worden ist. Mangels einer diesbezüglichen Angabe im Vertrag werden sie im Dienstgrad übernommen, mit dem die Gehaltstabelle, nach der ihre Entlohnung bestimmt worden ist, verbunden ist.

Art. 2 - § 1. Die folgenden Personen werden durch Erlaß der Regierung von Amts wegen in die Agentur übernommen:

1° die Personalmitglieder der "Agence wallonne à l'Exportation" des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° die Wirtschafts- und Handelsattachés der Wallonischen Region, sowie die anderen Personalmitglieder der Agentur, die ihr Amt im Ausland ausüben.

§ 2. Die Verfahren zur Versetzung, zur Beförderung durch Aufstieg in den höheren Grad oder in die höhere Stufe und zur Transferierung in eine Stelle des Stellenplans der "Agence wallonne à l'Exportation" des Ministeriums der Wallonischen Region, die vor der in Absatz 1 erwähnten von Amts wegen erfolgten Übernahme für frei erklärt worden war, werden weitergeführt.

Der Beamte, der durch das Verfahren der Versetzung, der Beförderung durch Aufstieg in den höheren Grad oder in die höhere Stufe und der Transferierung betroffen ist, wird am Datum, an dem der Beschluß wirksam wird, von Amts wegen in die Agentur übernommen.

§ 3. Die Anwendungsverfahren für eine Stelle des Stellenplans der "Agence wallonne à l'Exportation" des Ministeriums der Wallonischen Region, die vor der in § 1 erwähnten von Amts wegen erfolgten Übernahme für frei erklärt worden war, werden als Anwendungsverfahren für eine gleiche Stelle in der Agentur weitgeführt.

KAPITEL II — Sonderbestimmungen

Art. 3 - Die Übernahme in die Agentur bildet weder eine neue Ernennung noch eine Transferierung im Sinne der Artikel 23 bis 26 und 36 bis 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region.

Art. 4 - § 1. Die in die Agentur übernommenen Personalmitglieder behalten ihre Eigenschaft, ihren Dienstgrad, ihr administratives Dienstalter und ihre geldliche Dienstalterstufe. Unbeschadet von § 2 behalten sie die Zulagen, Vergütungen oder Prämien und die anderen Vorteile, die sie vorher erhielten.

Sie behalten die mit einem Amt verbundenen Vorteile nur, wenn die Bedingungen zur Gewährung dieser Vorteile in der Agentur weiter bestehen.

§ 2. Wenn ein in die Agentur übernommenes Personalmitglied mit der Ausübung einer höheren Funktion beauftragt ist, wird bei seiner Übernahme nur sein statutarischer Dienstgrad berücksichtigt. Ist er in der Agentur am Tag seiner Übernahme und ohne Unterbrechung wieder mit der Ausübung der gleichen höheren Funktion wie derjenigen, die er bis dahin ausgeübt hat, beauftragt, so übt er die höhere Funktion weiterhin aus.

§ 3. Die in die Agentur übernommenen Beamten behalten die Bewertung, die sie bei der Übernahme hatten.

Wenn ein Personalmitglied am Tag der Übernahme eine Berufung gegen die ihm zugestellten Bewertung eingelegt hat, wird das Verfahren vor dem Berufungsausschuß in Sachen Bewertung bei den Dienststellen der Regierung oder vor dem Direktionsrat des Ministeriums der Wallonischen Region weitergeführt.

§ 4. Die Personalmitglieder behalten in der Agentur die Anrechte auf Beförderung, die sie durch die Absolvierung einer vor ihrer Übernahme organisierten Prüfung im Wettbewerbsverfahren zum Aufstieg in die höhere Stufe oder einer Prüfung zum Aufstieg in einen höheren Dienstgrad erhalten hatten.

Für ihre durch die Prüfungsergebnisse gegebene Rangordnung wird davon ausgegangen, daß diese Bewerber den Wettbewerb bzw. die Prüfung in der Agentur abgelegt haben. Die Laureaten von verschiedenen Wettbewerben, deren Protokolle am selben Tag abgeschlossen worden sind, werden nach ihrem allgemeinen Dienstalter eingeordnet, wobei der Vorrang dem Laureaten mit dem größten Dienstalter gegeben wird.

Wenn die Protokolle der Wettbewerbe an verschiedenen Tagen abgeschlossen worden sind, wird den Laureaten des Wettbewerbs, dessen Protokoll zuerst abgeschlossen worden ist, der Vorrang gegeben.

§ 5. Wenn das Personalmitglied vor seiner Übernahme in die Agentur die Bedingungen für die Teilnahme an einem Wettbewerb für den Aufstieg in eine höhere Stufe oder an einer Prüfung für den Aufstieg in einen höheren Dienstgrad erfüllt, der bzw. die am Tag der Übernahme angekündigt worden ist, behält er das Recht, an diesem Wettbewerb bzw. an dieser Prüfung teilzunehmen, auch wenn er in Anwendung des vorliegenden Erlasses im Laufe der Prüfungszeit übernommen oder einer anderen Dienststelle zugewiesen wird.

Der § 4 findet auf den Laureaten eines in Absatz 1 erwähnten Wettbewerbs bzw. einer in Absatz 1 erwähnten Prüfung Anwendung.

§ 6. Für die vor dem Datum der Übernahme angefangenen Verfahren behalten die in die Agentur übernommenen Beamten das Anrecht auf Versetzung in eine Stelle des Ministeriums der Wallonischen Region.

§ 7. Die in die Agentur übernommenen Beamten behalten das Anrecht auf Beförderung zu einer vor dem Datum der Übernahme für frei erklärten Stelle des Ministeriums der Wallonischen Region.

§ 8. Die in die Agentur übernommenen Beamten behalten das Anrecht auf Transferierung in eine vor dem Datum der Übernahme für frei erklärte Stelle des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.

§ 9. Die Beamten, die durch die in §§ 6 und 7 erwähnten Verfahren betroffen sind, werden am Tag, an dem der im Rahmen des Versetzungs- bzw. Beförderungsverfahrens getroffene Beschluß wirksam wird, von Amts wegen in das Ministerium der Wallonischen Region zurückgenommen, und die durch § 8 betroffenen Beamten werden am Tag, an dem der im Rahmen des Transferierungsverfahrens getroffene Beschluß wirksam wird, in das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen von Amts wegen übernommen.

KAPITEL III — Abändernde und Schlußbestimmungen

Art. 5 - Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Insofern sie die Transferierung durch Stellentausch regeln, finden die Bestimmungen der Artikel 40 bis 43 keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen, mit Ausnahme der Bediensteten der "Agence wallonne à l'Exportation".

Art. 6 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister des Außenhandels und der Minister des Öffentlichen Dienstes werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 3500

[C - 98/27704]

17 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de wijze waarop sommige personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest overgeplaatst worden naar het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waals Exportagentschap)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 tot oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation », inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 januari 1996 en 11 juni 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 1998;

Gelet op het protocol nr. 276 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 6 juli 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gegrond op de omstandigheid dat artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 houdende sommige bepalingen ter uitvoering van het decreet van 2 april 1998 tot oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation", bepaalt dat de oprichtingsfase van het Agentschap, wat het personeel betreft, op 31 december 1998 eindigt en dat de overplaatsing van het personeel van het « Agence wallonne à l'Exportation » van het Ministerie van het Waalse Gewest naar het Agentschap en de afloop van die oprichtingsfase moeten samenvallen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 november 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Regels betreffende de overplaatsing van de personeelsleden*

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° « personeelsleden » : de ambtenaren, stagiairs en personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst;

2° « het Agentschap » : het door het decreet van 2 april 1998 opgerichte « Agence wallonne à l'Exportation ».

§ 2. Voor de toepassing van § 1, worden de stagiairs beschouwd als houder van de graad waarvoor ze kandidaat zijn.

De personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst worden overgeplaatst in de graad verbonden aan de betrekking waarvoor ieder aangeworven werd of, bij stilzwijgen van de overeenkomst over die betrekking, in de graad verbonden aan de weddeschaal die zijn bezoldiging bepaalt.

Art. 2. § 1. De volgende personeelsleden worden bij besluit van de Regering van ambtswege overgeplaatst naar het Agentschap :

1° de personeelsleden van het « Agence wallonne à l'Exportation » van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° de economische en handelsattachés van het Waalse Gewest, alsook de andere personeelsleden van het Agentschap die in het buitenland gestationeerd zijn.

§ 2. De procedures van mutatie, bevordering door verhoging in graad of overgang naar een hoger niveau en van overplaatsing naar een betrekking van de personeelsformatie van het « Agence wallonne à l'Exportation » van het Ministerie van het Waalse Gewest die vóór de overplaatsing van ambtswege vacant werd verklaard, worden voortgezet.

De begunstigde van de procedure van mutatie, bevordering door verhoging in graad of overgang naar een hoger niveau of van overplaatsing, wordt de dag waarop de beslissing ingaat, van ambtswege overgeplaatst naar het Agentschap.

§ 3. De wervingsprocedures betreffende een betrekking van de personeelsformatie van het « Agence wallonne à l'Exportation » van het Ministerie van het Waalse Gewest die vóór de in § 1 bedoelde overplaatsing van ambtswege vacant werd verklaard, worden voortgezet als wervingsprocedures betreffende een identieke betrekking in het Agentschap.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 3. Overplaatsingen zijn geen nieuwe benoemingen, noch overplaatsingen in de zin van de artikelen 23 tot en met 26 en 36 tot en met 39 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Art. 4. § 1. De overgeplaatste personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, alsook hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd § 2, behouden ze de toelagen, vergoedingen of premies, alsook de andere voordelen die ze tevoren genoten. De betrekkingverbonden voordelen blijven ze genieten zover de voorwaarden voor de toekenning ervan in het Agentschap blijven bestaan.

§ 2. Als een overgeplaatst personeelslid een hogere functie waarneemt, wordt voor diens overplaatsing enkel zijn statutaire graad in aanmerking genomen. Als hij, vanaf zijn overplaatsing en zonder onderbreking, binnen het Agentschap dezelfde hogere functie als degene die hij heeft uitgeoefend, opnieuw waarneemt, zet hij de uitoefening van die functie voort.

§ 3. De ambtenaren behouden de evaluatie die ze hadden bij de overplaatsing.

Als een personeelslid, op de datum van zijn overplaatsing, een beroep tegen de hem meegedeelde evaluatie heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet vóór de commissie van beroep inzake de evaluatie van de Regeringsdiensten of vóór de directieraad van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 4. De personeelsleden behouden in het Agentschap de rechten op bevordering die ze hebben verworven door te slagen voor een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau of voor een examen voor verhoging in graad dat vóór hun overplaatsing heeft plaatsgevonden.

De laureaten van verschillende vergelijkende examens waarvan de processen-verbaal op dezelfde datum afgesloten werden, worden onderling gerangschikt overeenkomstig hun dienstanciënniteit en voorrang wordt verleend aan de oudste laureaat.

Als de processen-verbaal van de vergelijkende examens op verschillende datums afgesloten zijn, wordt voorrang verleend aan de laureaten van de vergelijkende examens waarvoor de processen-verbaal eerst werden afgesloten.

§ 5. Op voorwaarde dat het personeelslid vóór zijn overplaatsing naar het Agentschap voldoet aan de voorwaarden om deel te nemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau of aan een examen tot verhoging in graad dat aangekondigd werd op de datum van de overplaatsing, behoudt hij het recht om deel te nemen aan dat vergelijkend examen of examens, zelfs als hij in de loop van de periode waarin de proeven plaatsvinden overgeplaatst of aangesteld wordt krachtens voorliggend besluit.

Paragraaf 4 is van toepassing op de laureaat van een vergelijkend examen of examen bedoeld in het eerste lid.

§ 6. De overgeplaatste ambtenaren behouden het recht op de mutatie naar een betrekking bij het Ministerie van het Waalse Gewest voor de procedures die vóór de overplaatsingsdatum begonnen zijn.

§ 7. De overgeplaatste ambtenaren behouden het recht op de bevordering voor een betrekking bij het Ministerie van het Waalse Gewest die vóór de overplaatsingsdatum vacant werd verklaard.

§ 8. De overgeplaatste ambtenaren behouden het recht op de overplaatsing naar een betrekking bij het « Ministère wallon de l'Équipement et des Transports » (Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer) die vóór de overplaatsingsdatum vacant werd verklaard.

§ 9. De personeelsleden die in aanmerking komen voor de in §§ 6 en 7 bedoelde procedures, worden van ambtswege herovergeplaatst naar het Ministerie van het Waalse Gewest op de datum van uitwerking van de beslissing genomen in het kader van de mutatie- of bevorderingsprocedure, en degenen die in aanmerking komen voor de voorschriften van § 8, worden van ambtswege overgeplaatst naar het « Ministère wallon de l'Équipement et des Transports » (Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer) op de datum van uitwerking van de beslissing genomen in het kader van de overplaatsingsprocedure.

HOOFDSTUK III. — Wijzigings- en slotbepalingen

Art. 5. Artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest wordt gewijzigd als volgt :

« De overdracht bij wijze van permutatie zoals geregeld bij de artikelen 40 tot 43 is niet toepasselijk op de personeelsleden van de instellingen, met uitzondering van die van het Waals Exportagentschap. ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Buitenlandse Handel en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[98/11395]

Toelating verleend aan een pensioenfonds om een voorzorgsactiviteit uit te oefenen

Bij koninklijk besluit van 8 december 1998 wordt aan het pensioenfonds « Pensioenfonds voor de aanvullende voordelen voor personeelsleden van Belgacom » (administratief codenummer 50.504), vereniging zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Emile Jacqmainlaan 177, te 1030 Brussel, toelating verleend om een voorzorgsactiviteit uit te oefenen.

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[98/11395]

Agrément accordé à un fonds de pensions pour exercer une activité de prévoyance

Par arrêté royal du 8 décembre 1998, l'agrément est accordé au fonds de pensions « Fonds de pension pour les avantages complémentaires de certains membres du personnel de Belgacom » (code administratif 50.504), association sans but lucratif dont le siège social est situé boulevard Emile Jacqmain 177, à 1030 Bruxelles, pour exercer une activité de prévoyance.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.